

Unité départementale de l'Artois  
Centre Jean Monnet  
Avenue de Paris  
62400 Bethune

Bethune, le 31/07/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 30/07/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**SYMEVAD**

60 rue Mirabeau Prolongée - CS 10014  
62141 Évin-Malmaison

Références : 405-2025  
Code AIOT : 0003800514

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/07/2025 dans l'établissement SYMEVAD implanté Le Fond de Quiry 62490 Vitry-en-Artois. L'inspection a été annoncée le 22/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SYMEVAD
- Le Fond de Quiry 62490 Vitry-en-Artois
- Code AIOT : 0003800514
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le SYMEVAD (Syndicat Mixte d'Élimination et de Valorisation des Déchets) est un établissement public créé par le regroupement des communautés d'agglomération du Douaisis, d'Hénin-Carvin et la communauté de communes Osartis Marquion.

Le SYMEVAD assure depuis le 1er janvier 2007 la compétence « traitement de déchets ménagers et assimilés » de ces intercommunalités. L'action du SYMEVAD réside dans la mise en oeuvre d'une politique de valorisation des déchets ménagers.

Pour l'exercice de ses missions, le SYMEVAD dispose de plusieurs installations de traitement des déchets implantées sur son territoire de compétence, qui compte plus de 325 000 habitants répartis dans 98 communes.

Depuis avril 2018, le SYMEVAD exploite une plate-forme de compostage de déchets végétaux située sur la commune de Vitry-en-Artois.

Elle est constituée d'un ensemble de bâtiments d'un seul niveau répondant à plusieurs fonctionnalités : le bâtiment administratif, le bâtiment technique pour la réception et le broyage de déchets verts, le hall de fermentation, le hall d'affinage et le hall de stockage bois, représentant au total une surface couverte d'environ 5 560 m<sup>2</sup>.

Cette unité, d'une capacité administrative annuelle de 38 000 tonnes de déchets végétaux, issus des apports des collectes en porte à porte et en déchèteries, produit un compost normalisé (environ 12 à 14 000 t/an) et du bois énergie (5 à 7 000 t/an).

Le site est globalement soumis au régime de l'autorisation d'exploiter au titre des rubriques 2780-1, 2791 et 3532 de la nomenclature des installations classées et est visé par la directive 2010/75/UE, dite IED, relative aux émissions industrielles. Il fonctionne sous couvert d'un arrêté préfectoral d'autorisation en date du 26 octobre 2017 modifié.

En avril 2021, l'unité de compostage qui, depuis sa mise en service en avril 2018 était exploitée par la société VALNOR, a changé d'exploitant au profit de la société VARET ENVIRONNEMENT, filiale de la société de transport et de démolition VARET, basée à Mazingarbe.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;

- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Nature des installations classées	Arrêté Préfectoral du 26/10/2017, article 1.2.1	Sans objet
2	Exploitation et déroulement du procédé de compostage	Arrêté Préfectoral du 26/10/2017, article 2.2.3.1	Sans objet
3	Stockage des composts finis	Arrêté Préfectoral du 26/10/2017, article 2.2.3.2	Sans objet
4	Suivi des lots de fabrication	Arrêté Préfectoral du 26/10/2017, article 2.2.3.3	Sans objet
5	Registre de sortie des matières traitées	Arrêté Préfectoral du 25/10/0217, article 2.2.4.1	Sans objet
6	Registre de sortie des déchets végétaux, exclusivement broyés sur le site	Arrêté Préfectoral du 26/10/2017, article 2.2.4.2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
7	Autosurveillance des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 26/10/2017, article 9.3.2	Sans objet
8	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 26/10/2017, article 9.3.3	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection n'a mis en évidence aucune non-conformité dans l'exploitation du site.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Nature des installations classées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/10/2017, article 1.2.1			
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, capacité autorisée			
<b>Prescription contrôlée :</b>			
Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées:			
Libellé en clair de l'installation	Caractéristiques des activités et des installations sur site	Rubriques de classement	Classement A/D/NC <sup>(1)</sup>
Compostage de déchets non dangereux ou matière végétale. 1) compostage de matière végétale ou déchets végétaux, d'effluents d'élevage, de matières stercoraires : a) la quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 75 t/j	Compostage de déchets verts Capacité de l'installation de <b>104,1 t/j</b> , soit 38 000 t par an sur une base de 365 j/an.	2780-1-a	A

égale à 75 t/j			
Installation de traitement de déchets non dangereux. 1) La quantité de déchets traités étant > 10 t/j	Broyage de déchets verts Quantité = 50 t/h x 3 h/j = <b>150 t/j</b> ,	2791-1	A
Stockage de bois ou de matériaux combustibles analogues. La capacité étant comprise entre 1 000 et 20 000 m <sup>3</sup>	Stockage de bois énergie (bois de classe A) Capacité maximale de stockage de <b>6 200 m<sup>3</sup></b> )	1532	D
Stockage de produits pétroliers dont gazole non routier la quantité totale susceptible d'être présente étant inférieure à 50 t	1 Cuve de gazole d'un volume de 5 m <sup>3</sup> soit <b>4,25 t</b>	4734	NC
Installation de remplissage des réservoirs des engins de chantier. Le volume annuel de remplissage étant inférieur à 500 m <sup>3</sup>	Distribution de <b>60 m<sup>3</sup> par an</b>	1435	NC
Valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure	T r a i t e m e n t biologique de <b>104,1 t/j</b>	3532	A

<p>inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour et entraînant une ou plusieurs des activités suivantes, à l'exclusion des activités relevant de la directive 91/271/CEE :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- traitement biologique</li> </ul>			
--	--	--	--

**Constats :**

Pour la rubrique 2780 :

Le tonnage des déchets verts entrant sur le site était d'environ 34 450 t pour l'année 2023 et 37 270 t pour l'année 2024, pour une capacité maximale autorisée annuelle de 38 000 t.

La production des déchets verts reste fortement dépendante des conditions météorologiques et peut faire varier considérablement les tonnages reçus sur site d'une année sur l'autre.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Exploitation et déroulement du procédé de compostage**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 26/10/2017, article 2.2.3.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, procédé de compostage

**Prescription contrôlée :**

Le procédé de compostage débute par une phase de fermentation aérobie de la matière, avec aération de la matière obtenue par aération forcée. Cette phase aérobie est conduite selon les dispositions indiquées ci-dessous :

PROCÉDÉ	PROCESS
Compostage en aération forcée.	Deux semaines de fermentation aérobie au minimum. Au moins un retournement (opération de retournement après

*(opération de retournement après fermentation aérobie suivie d'une remontée de température à 50 °C pendant vingt-quatre heures). 55 °C au moins pendant une durée minimale totale de soixante-douze heures.*

La mesure des températures se fait, pour chaque lot, conformément aux bonnes pratiques en vigueur (par exemple par sondes disposées tous les 5 à 10 mètres à des profondeurs situées entre 0,7 et 1,5 mètre) et à une fréquence d'au moins trois mesures par semaine pendant le début de la phase de fermentation aérobie.

Lorsque la ventilation du mélange en fermentation est réalisée par aspiration à travers l'andain, la température enregistrée est la température moyenne de l'air extrait sous l'andain.

Le temps de séjour des matières en cours de fermentation aérobie compostées dans la zone correspondante est au minimum de trois semaines, durée pouvant être réduite à deux semaines en cas d'aération forcée.

A l'issue de la phase aérobie, les composts sont dirigés vers la zone de maturation.

L'exploitant fixe les conditions et les moyens de contrôle permettant d'éviter l'apparition de conditions anaérobies au niveau du stockage des matières entrantes ou lors des phases de fermentation ou de maturation.

La hauteur maximale des tas et andains de matières fermentescibles lors de ces phases est à cet effet limitée à 3 mètres. La hauteur peut être portée à 5 mètres si l'exploitant démontre que cette hauteur n'entraîne pas de nuisances et n'a pas d'effet néfaste sur la qualité du compost.

#### **Constats :**

Dans chaque biodôme, un système d'aération forcée est mis en place. Dès que l'andain est constitué dans un biodôme, une sonde qui mesure le taux d'oxygène et la température est implantée dans celui-ci et reliée à la supervision. L'aération des andains est commandée automatiquement en fonction du suivi de température et de l'oxygénation.

La fermentation dure environ 3 semaines (entre 18 et 21 jours) au cours desquelles les paramètres températures et oxygénation sont enregistrés permettant de vérifier les bonnes conditions du compostage et d'hygiénisation de l'andain (55 °C au moins pendant une durée minimale totale de soixante-douze heures). Au vu des différentes courbes consultées par l'inspection, la montée en température durant 72 heures est plutôt d'environ 80°C.

À la fin de cette phase, l'andain est sorti du biodôme pour être criblé. À la sortie du crible, un échantillon de compost est prélevé pour faire un contrôle Rottograd (test qui permet de connaître le degré de dégradation de la matière) pour garantir un compost conforme à la norme NFU 44-051 :

-si le compost est au stade IV ou V, il est sorti en zone de maturation (sans retournement) ;  
-si le compost est au stade III, il est sorti en zone de maturation et 2 ou 3 retournements sont réalisés.

Dans les 2 cas, trois sondes de températures sont implantées dans chaque andain et 2 relevés de température sont faits par jour (matin et après-midi) afin de vérifier la remontée de la température à 50°C dans l'andain.

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 3 : Stockage des composts finis

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/10/2017, article 2.2.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, capacité de la zone de stockage
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>L'aire de stockage des composts finis est dimensionnée de façon à permettre le stockage de l'ensemble des composts fabriqués pendant une durée correspondant à la plus importante période pendant laquelle les sorties de site ne sont pas possibles, sauf si l'exploitant dispose de possibilités suffisantes de stockage sur un autre site.</p>
<b>Constats :</b>  <p>Même après l'augmentation de capacité autorisée (passage de 32 000t/an à 38 000 t/an), par arrêté préfectoral en date du 09 octobre 2023, l'inspection a constaté que l'aire de maturation / stockage des composts est largement dimensionnée (3 671 m<sup>2</sup>) . Le jour de la visite, elle était très peu occupée.</p> <p>L'exploitant a précisé que les agriculteurs étaient très demandeurs du compost fabriqué sur le site.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 4 : Suivi des lots de fabrication

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/10/2017, article 2.2.3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des lots de fabrication
<b>Prescription contrôlée :</b>  <p>L'exploitant instaure une gestion par lots séparés de fabrication, depuis la constitution des andains jusqu'à la cession du compost (compost mis sur le marché ou épandu). Il tient à jour un document de suivi par lot sur lequel il reporte toutes les informations utiles concernant la conduite de la dégradation des matières et de l'évolution biologique du compostage et permettant de faire le lien entre les matières entrantes et les matières sortantes après compostage.</p> <p>Lorsqu'elles sont pertinentes en fonction du procédé mis en œuvre, les informations suivantes sont en particulier reportées sur ce document :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- nature et origine des produits ou déchets constituant le lot ;</li> <li>- mesures de température et d'humidité relevées au cours du process ;</li> <li>- dates des retournements ou périodes d'aération et des arrosages éventuels des andains.</li> </ul> <p>La durée du compostage doit être indiquée pour chaque lot.</p> <p>Ce document de suivi est régulièrement mis à jour, archivé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées pour une durée minimale de dix ans en cas de retour au sol des composts.</p> <p>Les anomalies de procédé et les non-conformités des produits finis doivent être relevées et analysées afin de recevoir un traitement nécessaire au retour d'expérience de la méthode</p>



d'exploitation.
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté, à l'inspection, son registre de suivi des lots en cours de compostage ou en zone de stockage en attente de sortie du site.</p> <p>L'inspection a choisi aléatoirement l'andain présent dans le biodome 2 ainsi qu'un andain prêt à être livré en zone de stockage.</p> <p>Les informations suivantes sont précisées :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>-la date de création de l'andain ;</li> <li>-le poids total des matières ;</li> <li>-les courbes de température et oxygénation ;</li> <li>-la durée d'hygiénisation ;</li> <li>-date de sortie du biodome pour être criblé ;</li> <li>-la date et les résultats de l'analyse Rottograd ;</li> <li>-les courbes de température en zone de maturation.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Registre de sortie des matières traitées**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/10/0217, article 2.2.4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, registre de sortie des produits finis
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à jour un registre de sortie des produits finis (compost et bois énergie) mentionnant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la date d'enlèvement de chaque lot ;</li> <li>- les masses et caractéristiques correspondantes ;</li> <li>- le ou les destinataires et les masses correspondantes.</li> </ul> <p>Sans préjudice de l'application des dispositions des articles L. 255-1 à L. 255-11 du code rural et des articles L. 214-1 et L. 214-2 du code de la consommation relatifs aux matières fertilisantes et supports de culture, l'exploitant tient les justificatifs, relatifs à la conformité de chaque lot de produits finis à la norme NFU 44 051, à la disposition de l'inspection des installations classées et des autorités de contrôle chargées des articles L. 255-1 à L. 255-11 du code rural.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Vu les registres de sortie des composts et du bois énergie : ils comportent les éléments demandés.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Registre de sortie des déchets végétaux, exclusivement broyés sur le site**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/10/2017, article 2.2.4.2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Registre de sortie des végétaux broyés

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant tient à jour un registre de sortie des déchets végétaux uniquement broyés sur le site (sans aucun autre traitement) mentionnant :

- la date d'enlèvement de chaque lot ;
- les masses et caractéristiques correspondantes ;
- le ou les destinataires et les masses correspondantes.

**Constats :**

Il est prévu dans l'arrêté préfectoral la possibilité de faire entrer sur le site des déchets végétaux pour y être simplement broyés afin d'être compostés sur un autre site. Cependant, l'exploitant n'a jamais eu de demande de simple broyage de déchets verts.

Le registre n'existe donc pas.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 : Autosurveillance des rejets aqueux**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 26/10/2017, article 9.3.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejets aqueux

**Prescription contrôlée :****9.3.2.1.Surveillance des eaux de procédé**

L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance des eaux de procédé après passage dans le dispositif de traitement biologique du site et avant rejet vers la station d'épuration (effluent n°5). Les mesures sont réalisées dans les conditions suivantes, dès la mise en service des installations :

PARAMÈTRES	FRÉQUENCE MINIMALE
Débit	En continu avec enregistrement
PH et température	Hebdomadaire
Paramètres polluants visés dans le tableau de l'article 4.3.11	Bimestrielle

Les dispositions de l'article 9.2.2 relatives au calage de l'autosurveillance sont applicables à ce rejet ; les mesures comparatives sont réalisées à une fréquence au moins annuelle.

**9.3.2.1.Surveillance des eaux pluviales avant infiltration**

L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance des eaux pluviales avant infiltration (effluent n°1, 2, 3 et 4). Les mesures sont réalisées dans les conditions suivantes, dès la mise en service des installations :

PARAMÈTRES	FRÉQUENCE MINIMALE
Paramètres polluants visés dans le tableau de l'article 4.3.10	Semestrielle

### Constats :

Les eaux de procédé regroupent l'effluent n°5 (lixiviats et eaux pluviales souillées générés par l'activité de compostage) et l'effluent n°6 (eaux pluviales de ruissellement sur l'aire de dépotage de 15 m²). Celles-ci sont acheminées jusqu'aux 2 bassins d'un volume utile total de 808 m³ puis envoyées, par pompe de relevage automatique, vers le dispositif de traitement des eaux par lits plantés de roseaux. La surveillance de ces eaux de procédé est réalisée en sortie du traitement interne et avant envoi vers la station d'épuration par prélèvement automatique.

Les résultats d'autosurveillance sont régulièrement transmis sur GIDAF.

Les paramètres pH et température sont mesurés chaque jeudi sauf en cas d'absence d'eau. En effet, le volume rejeté de ces eaux dites « de procédé » dépend exclusivement de la pluviométrie.

Par conséquent, le débit est mesuré en continu lorsqu'il y a rejet vers la station de Vitry-en-Artois.

Par ailleurs, alors que les prélèvements pour analyses sont programmés tous les 2 mois, ceux-ci ne peuvent pas toujours être réalisés en raison de période sèche.

Prélèvements et analyses réalisés par IRH :

-en 2024 : le 04 décembre, le 05 novembre, le 29 septembre, le 30 mai, le 27 mars, le 22 janvier

-en 2025 : le 16 avril et le 14 février ;

L'absence d'analyses en juillet 2024 est liée à une faible pluviométrie. Idem pour le mois de juin 2025.

Le dernier prélèvement pour analyses a été réalisé le 08 juillet 2025 ; l'exploitant est en attente des résultats.

Les résultats des analyses sont conformes.

Les eaux pluviales avant infiltration :

Il s'agit des eaux pluviales de toitures et de voiries avant infiltration.

Prélèvements et analyses réalisés par IRH :

<p>-en 2024 : le 27 mars et le 29 septembre ;</p> <p>-en 2025 : le 16 avril. Le prochain prélèvement est prévu le 10 octobre.</p> <p>Les paramètres analysés sont : MES, DCO, DBO5 et Hydrocarbures totaux. La fréquence est normalement semestrielle.</p> <p>Les résultats des analyses sont conformes.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de veiller à respecter la fréquence des analyses à réaliser autant que possible.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 8 : Surveillance des eaux souterraines

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 26/10/2017, article 9.3.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, surveillance des eaux souterraines</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Deux fois par an (et autant que faire se peut, en périodes de basses et de hautes eaux), des relevés du niveau piézométrique de la nappe et des prélèvements d'eau doivent être réalisés dans le puits de contrôle constituant le réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines. Ces dispositions sont applicables dans un délai de 6 mois à compter de la mise en service des activités.</p> <p>Des analyses doivent être effectuées sur ces prélèvements par un organisme accrédité ou agréé dans les conditions précisées à l'article 9.2.2 et selon les méthodes normalisées en vigueur. Elles portent au minimum sur les paramètres suivants : pH, MES, Nitrates, Hydrocarbures totaux, HAP et les métaux totaux (Pb+Cu+Ni+Zn+Cr+Cd+Hg+As).</p> <p>La fréquence et la nature des prélèvements et analyses précisées par le présent article pourront être modifiées par arrêté préfectoral complémentaire, notamment en cas d'incident notable ou en fonction des résultats obtenus et de leur évolution sur une période suffisamment représentative (le cas échéant sur demande de l'exploitant).</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Vu sur site: le piézomètre est éloigné des zones de circulation des véhicules et équipé d'un capot de protection cadenassé.</p> <p>L'exploitant a présenté, à l'inspection, l'ensemble des analyses des eaux souterraines. La fréquence semestrielle (hautes eaux et basses eaux) est respectée ; les résultats n'indiquent pas de changement de la qualité de ces eaux qui sont conformes.</p> <p><u>Cependant, l'exploitant oublie de transmettre régulièrement les résultats de ces analyses à l'inspection.</u></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p>

Il est demandé à l'exploitant de penser à transmettre régulièrement ces analyses à l'inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite